



(Du 21 décembre 1988)

**LE CONSEIL COMMUNAL
DE LA
VILLE DE NEUCHÂTEL**

Vu la requête du propriétaire du 16 juin 1988;

Vu la loi fédérale sur la circulation routière, du 19 décembre 1958;

Vu l'ordonnance sur la signalisation routière, du 5 septembre 1979;

Vu la loi cantonale d'introduction des prescriptions fédérales sur la circulation routière du 1er octobre 1968 et son arrêté d'exécution du 4 mars 1969;

a r r ê t e :

Article premier.- Il est interdit de parquer des véhicules sur l'article privé no. 10951 du cadastre de la Commune de Neuchâtel, propriété de la Confédération Suisse, Administration fédérale des finances, à Berne, à l'exception du personnel et visiteurs du Centre suisse d'électronique et de Microtechnique S.A. (CSEM) (signal no. 2.50 O.S.R. placé au sud-est du bâtiment portant le no. 7 de la rue Jaquet-Droz, ligne interdisant le parcage no. 6.22 et case interdite au parcage no. 6.23 O.S.R., plus plaque complémentaire "Privé - cour CSEM, exceptés personnel et visiteurs").

Art. 2.- Les contrevenants au présent arrêté seront punis conformément à la législation fédérale ou cantonale.

Neuchâtel, 21 décembre 1988



AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :
Le président, Le chancelier,
Blaise Duport *Valentin Borghini*
Blaise Duport Valentin Borghini

Décision : approuvé ce jour

Neuchâtel, - 3 JAN. 1989

Service des ponts et chaussées :
L'ingénieur cantonal

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les 20 jours dès la publication dans la Feuille officielle cantonale et en deux exemplaires auprès du département des Travaux publics, Château, Neuchâtel.

Le recours doit être signé et indiquer la décision attaquée, les motifs, les conclusions et les moyens de preuve éventuels.

En cas de rejet même partiel du recours, des frais de procédure sont généralement mis à la charge de son auteur.